



**Conseil économique
et social**

Distr.
GÉNÉRALE

E/CN.4/2004/78/Add.1
4 février 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Soixantième session
Point 14 d) de l'ordre du jour provisoire

GROUPES ET INDIVIDUS PARTICULIERS

AUTRES GROUPES ET PERSONNES VULNÉRABLES

**Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte
contre les formes contemporaines d'esclavage**

Rapport du Secrétaire général

Additif

Résumé

Le présent additif contient les recommandations adoptées par le Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage à sa neuvième session, tenue à Genève du 26 au 30 janvier 2004, et approuvées par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par intérim au nom du Secrétaire général le 23 février 2004 concernant la situation financière du Fonds, l'examen par le Conseil des rapports établis par les bénéficiaires d'aides versées de 1999 à 2003, les nouvelles aides au titre de voyages et de projets pour 2004 et l'évaluation des besoins pour 2005 réalisée par le Conseil. Le présent additif constitue une mise à jour des rapports du Secrétaire général à la Commission des droits de l'homme à sa soixantième session (E/CN.4/2004/78) et à l'Assemblée générale à sa cinquante-huitième session (A/58/306).

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
I. SITUATION FINANCIÈRE DU FONDS	1	3
II. NEUVIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION	2 – 31	3
III. ÉVALUATION DES BESOINS POUR LA DIXIÈME SESSION.....	32	7
IV. COMMENT VERSER DES CONTRIBUTIONS AU FONDS.....	33 – 35	7
V. RECOMMANDATIONS	36	8

Annexes

I. État des contributions à la neuvième session du Conseil d'administration	9
II. Aides au titre des voyages recommandées à la neuvième session	10
III. Aides au titre de projets recommandées à la neuvième session	12

I. SITUATION FINANCIÈRE DU FONDS

1. Selon les informations reçues de l'administration du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) et de la Section de planification des programmes et du budget, de l'Office des Nations Unies à Genève, au début de la neuvième session, le Fonds disposait de 294 457 dollars des États-Unis provenant des nouvelles contributions versées depuis la huitième session du Conseil d'administration (voir annexe I), et du solde non utilisé.

II. NEUVIÈME SESSION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

2. La neuvième session du Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage s'est tenue à Genève du 26 au 30 janvier 2004. La séance a été ouverte par le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme par intérim, M. Bertrand Ramcharan. Dans sa déclaration liminaire, M. Ramcharan a souligné que la question des formes contemporaines d'esclavage est l'un des principaux problèmes qui se posent à la conscience de notre temps, et qui exigent l'attention de la communauté internationale. Dans son discours d'ouverture, le Président du Conseil d'administration a remercié le Haut-Commissaire par intérim, en particulier pour ses suggestions. Il a demandé au Conseil d'observer une minute de silence à la mémoire du Haut-Commissaire aux droits de l'homme aujourd'hui disparu, M. Sergio Vieira de Mello.

3. Les cinq membres du Conseil ont participé à la session. Au cours des 10 séances, ils ont examiné les informations établies par le secrétariat relatives à la mise en œuvre des recommandations adoptées à la huitième session, la situation financière du Fonds, les demandes d'aide financière nouvelles au titre des voyages et des projets, ainsi que la suite donnée aux recommandations approuvées de 1999 à 2003. Le Conseil d'administration a noté avec satisfaction que le Fonds disposait de ressources suffisantes pour couvrir le budget approuvé pour 2004.

4. Le Conseil a également rencontré M. Zdzislaw Kedzia, chef de l'Équipe de la recherche et du droit au développement, et M. Richard Adiyia, qui est membre de l'administration du HCDH, afin d'examiner l'évolution de la situation concernant le Fonds de contributions volontaires, dans le contexte du rapport du Secrétaire général intitulé «Renforcer l'ONU: un programme pour aller plus loin dans le changement» (A/57/387 et Corr.1). À cet égard, le Conseil a été invité à contribuer au débat sur l'avenir du Fonds.

5. Le Groupe de la mobilisation des ressources a également informé le Conseil sur la stratégie de collecte de fonds suivie par le HCDH. Le dernier jour de la session, le Conseil d'administration a tenu sa réunion annuelle avec des représentants des gouvernements donateurs et d'autres gouvernements intéressés.

6. Au titre du point de l'ordre du jour consacré à l'évolution de la question des mandats pertinents dans le système des Nations Unies, le Conseil a entendu des communications sur le projet du HCDH relatif à la traite, et le Rapporteur spécial sur la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants. Le représentant de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) a fourni des renseignements au sujet des activités s'inscrivant dans le cadre de l'Année internationale de commémoration de

la lutte contre l'esclavage et de son abolition, et indiqué que son organisation était intéressée par une future collaboration avec le Conseil d'administration et le Fonds.

7. Le 30 janvier, le Président du Conseil d'administration a participé à une conférence de presse à l'Office des Nations Unies à Genève, visant à informer les médias des activités du Fonds et de la situation en ce qui concerne les formes contemporaines d'esclavage dans le monde. Le Conseil s'est félicité de l'intérêt que les médias ont manifesté à l'égard du Fonds.

Bilan des aides financières au titre des voyages approuvés en 2003

8. Le Conseil a examiné la participation des bénéficiaires d'aide financière qui ont pris part à la vingt-huitième session du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage en 2003, et pris note avec satisfaction de leur rôle actif dans les débats du Groupe de travail.

9. Le Conseil a été informé des délibérations du Groupe de travail. Il s'est félicité de l'appui que le Groupe de travail avait apporté à ses activités, et de ce que le point de l'ordre du jour consacré au Fonds serait désormais examiné au début de la session du Groupe de travail.

10. Le Conseil a recommandé que les aides financières au titre des voyages accordées aux deux bénéficiaires, du Bénin et la Chine, qui n'ont pas pu participer à la vingt-huitième session du Groupe de travail, soient réservées pour leur permettre de participer à la vingt-neuvième session.

Examen des nouvelles demandes d'aide financière au titre des voyages pour participer à la vingt-neuvième session du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage

11. Le Conseil d'administration a examiné 31 demandes d'aide financière au titre des voyages, représentant 90 000 dollars des États-Unis environ, présentées par des représentants d'ONG, notamment de victimes des formes contemporaines d'esclavage dans 12 pays.

12. Le Conseil a pris note du principal thème que le Groupe de travail avait approuvé pour sa vingt-neuvième session, à savoir «Travail forcé, en particulier à la lumière du Programme d'action de l'OIT». Dans ce contexte, il a recommandé que le secrétariat du Groupe de travail continue de l'informer, à sa session annuelle, des domaines prioritaires que le Groupe de travail entend retenir, afin qu'il puisse en tenir compte lorsqu'il sélectionnera les demandes d'aide au titre des voyages.

13. Le Conseil a souligné qu'il tient toujours compte de la dimension sexospécifique ainsi que de la répartition géographique lorsqu'il examine les demandes, et lorsqu'il révisé les formulaires et les directives du Conseil et du Fonds.

14. À la lumière des critères de sélection, le Conseil a recommandé neuf aides au titre des voyages, pour un montant estimé à 30 000 dollars des États-Unis environ (voir annexe II). Sous réserve que toutes les conditions prévues pour l'octroi de ces aides soient remplies, celles-ci devront être versées avant la vingt-huitième session du Groupe de travail, prévue du 28 juin au 2 juillet 2004. Les bénéficiaires présenteront la situation des formes contemporaines d'esclavage dans sept pays différents; deux d'entre eux témoigneront directement de leur expérience d'anciennes victimes de l'esclavage.

15. Le Conseil a recommandé que les frais de voyage soient autorisés pour permettre au Président ou à un autre membre du Conseil de participer à la vingt-neuvième session du Groupe de travail. L'intéressé présentera le rapport sur les activités du Fonds au titre du point de l'ordre du jour correspondant; par ailleurs, il rencontrera les bénéficiaires des aides au titre des voyages participant à la session et les présentera au Groupe de travail. Le Conseil a proposé qu'une rotation des membres du Conseil qui participent au Groupe de travail soit instaurée, dans la mesure du possible.

Examen des aides financières au titre de projets approuvées en 1999-2003

16. Le Conseil d'administration a examiné le rapport descriptif et le rapport financier sur l'utilisation des aides au titre de projets allouées de 1999 à 2003, et adopté les recommandations pertinentes. À cet égard, le Conseil a recommandé de classer les dossiers de 15 projets, les organisations intéressées ayant fourni des rapports descriptifs et des rapports financiers satisfaisants sur l'utilisation des fonds, et de maintenir à l'étude 32 dossiers de projet afin que des informations complémentaires soient demandées aux organisations concernées. Dans un certain nombre de cas, le Conseil a recommandé que le secrétariat demande aux bureaux extérieurs du HCDH ou du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) de collaborer au suivi et à l'évaluation des projets.

17. Le Conseil a noté avec satisfaction qu'au cours de l'année, M^{me} Tatiana Matveeva et M. Cheikh Saad-Bouw Kamara avaient effectué des missions d'évaluation de projet à Nice (France) et à Dakar (Sénégal), respectivement, afin de visiter des projets qui avaient été financés par le Fonds en 2003. De même, le secrétariat a visité deux autres projets, l'un à Santiago (Chili) et l'autre à Turin (Italie), sans frais pour le Fonds.

Recommandations pour de nouvelles aides financières au titre de projets en 2004

18. Le Conseil d'administration a examiné 49 demandes d'aide financière au titre de projets, s'élevant à 637 000 dollars des États-Unis environ. Des demandes ont été reçues des continents et pays suivants: 14 d'Afrique (Burkina Faso 1, Burundi 2, Cameroun 1, Ghana 1, Nigéria 4, Ouganda 4, Togo 1); 7 d'Amérique (Argentine 1, Brésil 2, Colombie 2, Guatemala 1, Honduras 1); 23 d'Asie (Bangladesh 2, Cambodge 3, Inde 15, Népal 1, Pakistan 2); 5 d'Europe, (Espagne 1, Italie 2, Tadjikistan 1, Ukraine 1).

19. À la lumière des critères de sélection, le Conseil d'administration a recommandé d'accorder des aides financières à 20 projets, pour un montant total de 150 700 dollars des États-Unis, afin d'appuyer des ONG dans 15 pays, en Afrique, en Amérique, en Asie et en Europe (voir annexe III).

20. Conformément aux règles des Nations Unies régissant les fonds généraux d'affectation spéciale pour l'assistance humanitaire, il a été décidé de réserver 13 % du montant estimatif des dépenses annuelles en 2004 pour les dépenses d'appui au programme relatives à la gestion du Fonds, et d'affecter 15 % de ce même montant à une réserve pour l'exercice suivant (2005), au cas où aucune nouvelle contribution ne serait versée.

21. Le Conseil d'administration a recommandé que des dispositions continuent d'être prises dans le budget 2004, dans des limites bien définies, pour permettre aux membres du Conseil ou

du secrétariat de visiter et d'évaluer des projets financés par le Fonds, dans leur région géographique, afin de mieux apprécier le travail accompli ou prévu. Suite à ces visites, un rapport devra être rédigé par le membre du Conseil ou du secrétariat concerné, et présenté au Conseil à sa session suivante.

Sensibilisation

22. Pendant toute la durée de la session, les membres du Conseil ont insisté sur la nécessité de trouver des méthodes visant à renforcer la sensibilité de la communauté internationale à la question des formes contemporaines d'esclavage et des pratiques assimilées à l'esclavage. Dans ce contexte, le Conseil d'administration a rencontré le chef des communications du HCDH. Au cours de la rencontre, plusieurs propositions ont été faites en vue de diffuser des informations sur les formes contemporaines d'esclavage, et notamment les activités du Fonds et du Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage. Le Conseil a recommandé au secrétariat de suivre cette question en consultation avec les membres du Conseil.

23. Le Conseil d'administration a recommandé instamment qu'une fiche d'information sur les activités du Fonds soit établie par le HCDH en étroite consultation avec le Conseil, à des fins d'information et de collecte de fonds, avec un tirage suffisant, et dans suffisamment de langues, pour une large diffusion aux ONG et aux donateurs. Étant donné que 2004 est l'Année internationale de commémoration de la lutte contre l'esclavage et de son abolition, le Conseil souhaiterait que ce document soit publié dans le courant de l'année.

24. Le Conseil a vivement appuyé la proposition du Haut-Commissaire par intérim au sujet d'un rapport mondial sur les formes contemporaines d'esclavage, qui pourrait être entrepris dès cette année pour commémorer l'Année internationale et accroître la sensibilisation dans le monde entier.

25. Le Conseil a également recommandé au HCDH de réviser la fiche d'information n° 14 sur les formes contemporaines d'esclavage, afin d'inclure des références aux activités du Fonds et du Conseil d'administration.

26. Le Conseil a recommandé qu'une déclaration soit diffusée à l'occasion de la Journée internationale pour l'abolition de l'esclavage (le 2 décembre), conjointement avec d'autres organes pertinents de l'ONU si possible. Il a également encouragé les ONG, les particuliers et les écoles à organiser des activités s'inscrivant dans le cadre de l'Année internationale et de la Journée internationale. Le Conseil a souligné le rôle important des médias dans la diffusion de la déclaration.

Orientation future du Fonds

27. Les membres du Conseil ont également examiné l'orientation future du Fonds à la lumière des informations fournies par le secrétariat. Ils ont pris note des changements intervenus dans la direction, de la création d'une équipe de travail sur les fonds de contributions volontaires des Nations Unies dans le prolongement du programme de réforme du Secrétaire général, et de l'importance croissante accordée à l'évaluation des résultats. Les membres ont souligné l'importance fondamentale du Fonds et de son Conseil d'administration en tant qu'organe indépendant des Nations Unies, qui fournit une assistance directe aux victimes des formes

contemporaines d'esclavage et aux ONG locales qui luttent contre ces pratiques. Ils ont exprimé leur engagement à l'égard du Fonds, et demandé que toute proposition de modification fasse l'objet d'un débat approfondi avec eux.

28. Dans le cadre de ces consultations, les membres du Conseil d'administration ont insisté sur la nécessité d'adopter une approche axée sur les victimes, en accordant toujours une attention prioritaire à leurs intérêts.

29. Dans le cadre du dixième anniversaire du Fonds, le Conseil d'administration serait favorable à ce que le secrétariat évalue les activités du Fonds, en consultation avec le Conseil. Le but de cette évaluation serait de mettre en relief la valeur et l'importance du Fonds au cours des années.

Collecte de fonds

30. Le 30 janvier, le Conseil a tenu sa réunion annuelle avec les gouvernements donateurs, réguliers ou récents, et d'autres gouvernements intéressés. À cette occasion, un échange de vues franc et utile a eu lieu. Le Conseil a encouragé une plus grande participation des représentants lors des réunions futures.

31. Le Conseil a noté avec satisfaction qu'un certain nombre de gouvernements contribuent chaque année au Fonds, et que de nouveaux donateurs apportent également leur contribution, par exemple le Botswana, Maurice et le Soudan. Il s'est également félicité de ce que davantage d'étudiants, d'ONG et d'autres organismes privés, ainsi que des particuliers contribuent régulièrement au Fonds.

III. ÉVALUATION DES BESOINS POUR LA DIXIÈME SESSION

32. Le Conseil d'administration estime que, pour pouvoir satisfaire les nouvelles demandes prévues pour 2005 et s'acquitter de manière satisfaisante de son mandat, compte tenu du fait qu'il a recommandé de dépenser la quasi-totalité des sommes disponibles à sa neuvième session, le Fonds aurait besoin de nouvelles contributions d'un montant d'au moins 325 000 dollars avant sa dixième session, qui devrait se tenir du 24 au 28 janvier 2005.

IV. COMMENT VERSER DES CONTRIBUTIONS AU FONDS

33. Les contributions au Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage peuvent être faites:

- a) Par virement bancaire au «Fonds général de l'Office des Nations Unies à Genève»:
 - i) En dollars des États-Unis:
c/o UBS AG, B.P. 2770 CH-1211 Genève 2, Suisse
Compte n°: 240-C0590160.1, Adresse Swift: UBSWCHZH12A
 - ii) Dans une autre devise:
c/o UBS AG, B.P. 2770 CH-1211 Genève 2, Suisse
Compte n°: 240-C0590160.0, Adresse Swift: UBSWCHZH12A

b) Par chèque à l'ordre des «Nations Unies» et adressé au Trésorier, Office des Nations Unies à Genève, Palais des Nations, CH-1211 Genève 10 (Suisse).

34. Dans tous les cas, il convient de porter la mention «Fonds pour la lutte contre l'esclavage, compte SH» sur l'ordre de paiement.

35. Afin que le secrétariat puisse assurer le suivi des versements et en informer le Conseil, l'Assemblée générale, la Commission des droits de l'homme, la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme et le Groupe de travail, les donateurs qui souhaitent verser une contribution volontaire sont invités à informer le secrétariat du Fonds de leur paiement à l'adresse suivante: Secrétariat du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, Office des Nations Unies, CH-1211 Genève 10, Suisse, Téléphone: +(41) (22) 917 91 64, + (41) (22) 917 91 45, Télécopie: + (41) (22) 917 90 17.

V. RECOMMANDATIONS

36. Le texte qui précède rend compte des recommandations adoptées par le Conseil d'administration à sa neuvième session et approuvées par le Haut-Commissaire par intérim au nom du Secrétaire général le 23 février 2004.

Annexe I

État des contributions à la neuvième session du Conseil d'administration^a

État/ONG, autres organismes privés ou publics, particuliers	Pour l'année	Montant en dollars É.-U.	Monnaie locale	Versée le	Contribution n°
Afrique du Sud	2004	5 847	8 010 CHF	01.04.2003	4
Botswana	2004	500		13.05.2003	1
France	2003	34 620		12.05.2003	5
Israël	2004	5 000		23.10.2003	2
Japon	2004	23 040		17.11.2003	6
Maurice	2004	3 000		24.03.2003	1
Pays-Bas	2004	52 817	45 000 EUROS	24.11.2003	5
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord	2004	17 036	10 000 GBP	24.12.2004	2
Saint-Siège	2004	1 000		04.12.2003	5
Soudan	2004	1 977		06.01.2003	1
M. Yorio Shiokawa	2004	146	200 CHF	27.03.2003	7
	2004	91	128 CHF	11.09.2003	8
Comité des travailleurs japonais	2004	219	300 CHF	27.03.2003	3
Étudiants et enseignants de l'Institut technico-commercial Oscar Romero (Albino, Italie)	2004 2004	971 930	1 262,10 1 162,90	28.05.2003 30.12.2003	9
TOTAL = 147 194 dollars É.-U.					

^a Compte tenu de l'information dont disposait le HCDH au 15 janvier 2004.

Annexe II

A. Aides au titre des voyages recommandées à la neuvième session^a

ORGANISATION, PAYS	NOM DU DEMANDEUR ^b	THÈME QUI SERA ABORDÉ PAR LE GROUPE DE TRAVAIL
AFRIQUE		
Groupe de recherche-Action pour un développement endogène de la femme rurale du Burkina (GRADE-FRB), Burkina Faso	Bernadette Tipoko Ouedraogo (f)	Thème: La situation des enfants domestiques et la traite d'enfants au Burkina Faso.
L'Institut Drammeh, États-Unis d'Amérique^c	Habsa Sileymane (f)	Thème: Le travail forcé des femmes en Mauritanie, en particulier les effets psychologiques de l'esclavage sur le développement de l'enfant en Mauritanie.
AMÉRIQUE		
Asociación para la divulgación, promoción y defensa de los derechos humanos e indígenas de los territorios y asentamientos Wayuu de la Guajira (Association pour la diffusion, la promotion et la défense des droits de l'homme et des droits des autochtones des territoires et des zones de peuplement wayuu de la Guajira), Colombie	Zulima Esther Fonseca Perez (f) Nellys Amparo Monsalve Mercado (f)	Thème: Situation des enfants qui travaillent dans l'industrie du sel à Guajira. Thème: L'intéressée rendra compte de son expérience en tant que victime de formes contemporaines d'esclavage en Colombie.

^a Les bénéficiaires ont droit à un billet d'avion aller-retour et à 175 CHF d'allocation par jour de présence, ainsi qu'à deux jours supplémentaires pour le voyage.

^b (f) signifie que le demandeur est une femme et (m) qu'il s'agit d'un homme.

^c Bien que le siège de l'organisation se situe aux États-Unis d'Amérique, le bénéficiaire est originaire de Mauritanie et son intervention portera sur le travail forcé des femmes en Mauritanie.

ASIE		
Arya Samaj for Bonded and Child Labour Front, Inde	Vithal Rao Arya (m)	Thème: Le travail forcé et le servage dans l'Andhra Pradesh
International Council of Aryan Youth, Inde	Jagvir Singh (m)	Thème: Le travail forcé et le servage Conditions: L'octroi de l'aide devrait être suspendu en attendant la réception d'un complément d'information sur les activités de l'organisation.
Swabi Women Welfare Society, Pakistan	Sher Zaman (m)	Thème: «Marchandisation» des femmes, servitude involontaire, mariage forcé, «meurtres d'honneur» et coutumes affectant les femmes au Pakistan.

B. Aides en attente, recommandées à la huitième session et confirmées à la neuvième session^d

ORGANISATION, PAYS	NOM DU DEMANDEUR	THÈME QUI SERA ABORDÉ PAR LE GROUPE DE TRAVAIL
Tomorrow Children ONG, Bénin	Micheline Aklo (f)	Thème: L'intéressée rendra compte de son expérience en tant que fillette victime de la traite du Bénin au Gabon, où elle a travaillé comme domestique pendant huit ans.
Le Comité pour la promotion et l'éducation en ce qui concerne la Convention relative aux droits de l'enfant, et l'Association des traducteurs Shaanxi PCAN du CAT, Chine	Fuyong Jiao (m)	Thème: Présentation d'une étude clinique portant sur 86 enfants victimes de sévices sexuels en Chine.

^d À sa huitième session, le Conseil d'administration a recommandé ces aides au titre des voyages pour la participation à la vingtième session du Groupe de travail; les bénéficiaires n'ayant toutefois pas pu y participer, les aides ont été suspendues et confirmées par le Conseil à sa neuvième session, dans l'optique de leur participation à la vingt-neuvième session du Groupe de travail en 2004.

Annexe III

Aides au titre de projets recommandées à la neuvième session

ORGANISATION, PAYS	TITRE DU PROJET OU ASPECT COUVERT	AIDE RECOMMANDÉE EN DOLLARS É.-U.
AFRIQUE		
Groupe de recherche-Action pour un développement endogène de la femme rurale du Burkina (GRADE-FRB), Burkina Faso	Projet d'assistance aux enfants victimes de l'exploitation sexuelle et de la prostitution (Wend Zodo)	15 000 (10 000 et 5 000)
United Women Orphanage Development Association (UWODA), Ouganda	Lutte contre l'esclavage et les atteintes aux droits de l'homme	7 700 (5 000 et 2 700)
Development Organisation and Empowerment of Rural Poor (DOERP), Ouganda	Projet pour la protection des victimes de l'esclavage	8 000 (5 000 et 3 000)
Neema Pancrasio (NEEMAPA), Ouganda	Promotion intégrée des femmes	5 500 (3 000 et 2 500)
AMÉRIQUE		
Élimination du travail des enfants par la réinsertion scolaire (ETIPRE), Argentine	Élimination du travail des enfants et réinsertion scolaire (ETIPRE)	10 000
AKUAIPA WAIMAKAT- Association pour la diffusion, la promotion et la défense des droits de l'homme et des droits des autochtones des territoires et des zones de peuplement wayuu de la Guajira, Colombie	Plan d'action visant à améliorer la situation de 600 enfants qui travaillent comme mineurs dans les carrières de sel du Département de la Guajira, en Colombie	11 000
Terre des hommes, Colombie-Italie	Prévention des formes contemporaines d'esclavage des enfants à Usme, Bogotá (Colombie)	1 000
Les Trois Quarts du Monde (TQM), Guatemala/France	Appui en faveur de deux centres d'hébergement, de formation et de réinsertion des fillettes des rues du Guatemala	10 000

ORGANISATION, PAYS	TITRE DU PROJET OU ASPECT COUVERT	AIDE RECOMMANDÉE EN DOLLARS É.-U.
Centre d'études féminines, Honduras	Projet sur le travail des enfants domestique	1 000
ASIE		
Pabartya Bouddha Mission, Bangladesh	Protection et réinsertion de fillettes autochtones victimes de l'exploitation sexuelle et de la traite	7 000 (5 000 et 2 000)
Hope Association for Development, Cambodge	Atténuation du travail des enfants par un travail de sensibilisation	5 000
Arya Samaj for Bonded Labour – Child Labour Front, Inde	Libération et réinsertion d'enfants réduits en servitude et d'enfants employés de maison, et campagne de sensibilisation	15 000 (5 000 et 10 000)
Vivek Sadhna Mandir, (<i>Temple de la sagesse</i>), Inde	Mobiliser les travailleurs Kol des carrières de pierres contre le travail forcé et les aider à affirmer leurs droits	12 000 (7 000 et 5 000)
Agrarian Assistance Association, Inde	Campagne pour libérer les enfants réduits en servage	15 000 (7 000 et 8 000)
Agro Forestry Basic Health and Cooperatives Nepal (ABC), Népal	Programme de réinsertion pour les victimes de la traite et de sévices sexuels	9 000 (6 000 et 3 000)
Association of Network for Community Empowerment, ANCE, Pakistan	Programme pour l'éducation et la santé des enfants travaillant dans des fours à briques	2 000
EUROPE		
Fondazione Auxilium, Italie	Hébergement de femmes victimes d'exploitation sexuelle et de prostitution forcée	3 000
Adoratrices-Proyecto ESPERANZA, Espagne	Projet pour la réinsertion des femmes victimes de la traite	3 000
«Modar», Tadjikistan	La traite des êtres humains, le nouveau phénomène du Tadjikistan (préparation d'un livre et d'un séminaire)	6 500

ORGANISATION, PAYS	TITRE DU PROJET OU ASPECT COUVERT	AIDE RECOMMANDÉE EN DOLLARS É.-U.
West Ukrainian Center «Women's Perspectives», Ukraine	Appui et assistance individuelle aux victimes de la traite	4 000
TOTAL = 20 PROJETS - 150 700 dollars É.-U.		
